

Le grand débat national

Atelier de propositions citoyennes du Frontonnais

Lundi, le **20 février 2019**

Salle du Préau des Chevaliers de Malte, FRONTON, Haute-Garonne

La réunion s'est déroulée entre **18h et 20h00**.

Participants : **26 personnes** : retraité(e)s du secteur public et privé, professions libérales, fonctionnaires, enseignante, professions intermédiaires, employé(e)s

Animateur : M. **Nicolas Le Cheviller**, rédacteur en chef du *Petit Journal*, édition Haute-Garonne

Compte-rendu établi par Alexandra Eyméri-Douzans, responsable Communication & Culture de la Ville de Fronton, sur la base des notes manuscrites prises durant le débat par Mme Evelyne Peyranne, DGS.

En ouverture des débats :

- **M. Hugo Cavagnac**, le maire de Fronton, a rappelé la position de neutralité de la Municipalité qui a assumé strictement un rôle de facilitateur, et l'impératif du respect du cadre républicain du débat (liberté d'expression, égalité d'accès à la parole, respect des positions formulées).
- M. **Nicolas Le Cheviller** a expliqué le format et les objectifs de la réunion : consacrée aux thèmes **Transition écologique** et **Fiscalité et dépenses publiques**, la réunion vise à donner une forme opérationnelle aux propositions des participants.

NOTE : Le présent compte-rendu essaie de restituer les propositions des participants sans faire la transcription exhaustive de toutes les observations formulées. Les interventions ont été regroupées par thèmes. L'identité des participants n'a pas été consignée.

Le grand débat national

Thème FISCALITE et DEPENSES PUBLIQUES

La fiscalité doit être considérée dans la double perspective de son efficacité et de son équité, toujours en rapport avec le type de société qu'on désire, solidaire ou individualiste. La France est aujourd'hui le pays le plus taxé alors que les inégalités persistent, voire se creusent. Plusieurs pistes sont à explorer :

- A la place d'un retour de l'**ISF**, qui rapportait peu, reconsidérer l'impôt sur les grandes successions.
- La **TVA**, l'impôt qui rapporte le plus, est aussi l'impôt le plus injuste. Il faut donc la rendre plus équitable en pratiquant des taux différenciés pour augmenter le pouvoir d'achat des faibles revenus : diminuer le taux appliqué aux produits de consommation courante et augmenter le taux appliqué aux produits d'une valeur marchande de plus de 10 000€, par exemple.
- Transférer une partie du **financement de la sécurité sociale** des cotisations vers l'impôt.
- Moins de la moitié de ménages fiscaux en France payent l'impôt sur le revenu. Certains participants ont appelé à une **meilleure participation fiscale des contribuables**, par la révision des tranches supérieures d'imposition et par l'instauration d'une participation ne serait-ce que modique des revenus faibles.
- Supprimer les **niches fiscales** et rendre la **fiscalité plus lisible**.
- Rendre plus efficace la **lutte contre l'évasion fiscale** en limitant les paiements en espèces et en augmentant les moyens qui y sont consacrés, y compris le nombre de fonctionnaires.
- Obliger les grandes entreprises internationales – **GAFAM** – à payer des impôts au même niveau que les autres entrepreneurs, notamment les PME.
- **Harmoniser la législation fiscale et sociale au niveau européen** comme il avait été annoncé lors du Traité de Maastricht.
- **Imposer les transactions financières** à 0,3%.

Si la France vit actuellement au-dessus de ses moyens, des réductions massives des dépenses dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la sécurité auraient sans doute des effets fâcheux à moyen terme. Il faut donc miser davantage sur la **croissance économique** que sur la réduction des dépenses pour équilibrer les comptes publics.

Le grand débat national

Thème TRANSITION ECOLOGIQUE

L'effort exigé par la transition écologique doit être équitablement réparti pour empêcher à ce que les plus pauvres en supportent seuls les coûts :

- Inciter à une **consommation responsable** des produits qui utilisent peu d'énergie ou des énergies renouvelables :
 - encourager les **circuits courts** et la consommation de **produits agricoles de saison** ;
 - développer le **réseau de transports collectif** et instituer éventuellement une taxe dédiée pour en assurer le financement
 - encourager **éco-éducation des enfants et des adultes**
 - taxer davantage la publicité des produits non-écologiques
- Favoriser le **travail au plus près des territoires**, y compris le **télétravail**
- Taxer davantage les **transporteurs aériens et maritimes les plus polluants**
- Mieux investir dans les **nouvelles technologies** tout en tenant compte de la nécessité de traiter convenablement les **déchets produits par les industries innovantes**
- Dans l'industrie, pénaliser l'**obsolescence programmée** et l'**abus d'emballages**.
- Inciter les agriculteurs au développement de l'**agriculture bio** et décourager l'agriculture intensive.
- Rétablir la **taxe carbone** sur les transports afin de taxer les vrais pollueurs
- Favoriser les cultures végétales pour le **bioéthanol** sur les terrains en friche, sous condition d'efficacité écologique
- Stimuler la **biodiversité**